

*Questions orales*

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur le Président, l'honorable représentante fait allusion à un abus de confiance et elle prétend que mon bureau s'est servi des pouvoirs de l'État. Ce sont des accusations graves qui ne reposent aucunement sur des faits. Il s'agit de pures inventions. J'ai expliqué très clairement, et notre bureau a fait de même, que nous avons un dossier constitué d'articles de journaux. L'honorable représentante a reconnu elle-même qu'elle avait un dossier sur moi. J'espère qu'elle va le rendre public, à l'exception peut-être des lettres personnelles que nous avons pu échanger.

**Des voix:** Bravo!

**M. Trudeau:** Où est l'abus de confiance? L'honorable représentante s'est elle-même servie des deniers publics. Elle a eu recours à des gens qui sont payés par les deniers publics. Avec quel argent le chef de l'opposition constitue-t-il les dossiers qu'il se refuse à montrer à la presse, contrairement à ce que nous avons fait? Certaines sociétés multinationales lui ont-ils donné de l'argent pour cela? Non, monsieur le Président. Le chef de l'opposition a un bureau de recherche qui reçoit plus de \$500,000 chaque année. En tant que chef de parti, il reçoit plus de 1 million de dollars par an simplement pour son personnel. Doit-on en conclure qu'il se sert des pouvoirs de l'État parce qu'il s'agit de l'argent des contribuables? Si c'est le cas, l'accusation vaut pour nous deux et nous devrions tous deux être condamnés.

**M. Deans:** Démissionnez!

**Des voix:** Bravo!

**M. Trudeau:** Voyons s'ils applaudissent quand je dis que nous devrions être condamnés tous les trois. En effet, le chef du Nouveau parti démocratique, en tant que chef de parti, reçoit plus de \$500,000 par année, et le bureau de recherche du NPD reçoit plus de \$250,000 par an.

**Des voix:** Oh, oh!

**Une voix:** Combien recevez-vous?

**M. Trudeau:** On me demande ce que je reçois. Je peux dire que les bureaux de recherche des deux partis d'opposition reçoivent ensemble plus que le bureau de recherche du caucus libéral.

Il y a plus de dix ans, afin d'améliorer la qualité des questions posées à la Chambre...

**Des voix:** Bravo!

**M. Trudeau:** ... pour permettre à l'opposition de bien faire son travail et pour contrebalancer l'avantage que procure au gouvernement le fait d'avoir à son service la Fonction publique du Canada—puisque c'est ainsi que marche le système—nous avons pris l'initiative de financer les bureaux de recherche des chefs de l'opposition. S'ils se sont servis de cet argent pour constituer sur moi-même des dossiers tellement mesquins qu'ils n'osent pas les montrer, c'est leur problème, pas le nôtre.

**Des voix:** Bravo!

## ON DEMANDE DE NOMMER LES PERSONNES QUI ONT PARTICIPÉ À L'OPÉRATION

**L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles):** Monsieur le Président, le premier ministre est prêt à tout.

**Des voix:** Bravo!

**Mlle MacDonald:** Le problème en l'occurrence, c'est que le premier ministre et les membres de son personnel ont essayé de déterrer des renseignements grâce auxquels ils espéraient discrediter le chef de l'opposition, mais leur plan a échoué. Le ministre des Finances en est la preuve vivante.

Nous apprenons aujourd'hui que dix personnes ont participé à cette opération menée aux frais du contribuable. Le premier ministre peut-il nous dire de qui il s'agit et qui leur a donné le feu vert et peut-il, par souci d'honnêteté, donner l'assurance à la Chambre et au pays que le cabinet du premier ministre ne participera plus à des activités aussi honteuses? S'il refuse de nous en assurer, qu'il démissionne.

**Des voix:** Bravo!

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur le Président, l'honorable représentante me demande de donner l'assurance que mon cabinet ne participera plus à ce genre d'activité. Je ne puis lui donner cette assurance parce qu'il ne s'est jamais l'a jamais fait. Nous n'avons pas fait de recherches sur la vie privée de particuliers. Nous avons un service de coupures de presse, c'est tout.

● (1430)

**M. Crosbie:** Qui fait des recherches sur les titres de propriété.

**M. Trudeau:** Le député parle de recherches sur les titres de propriété. Le vice-premier ministre a réglé cette question hier.

**Une voix:** Non, ce n'est pas vrai.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Crosbie:** A qui appartient votre maison?

**M. Trudeau:** Le député veut savoir à qui appartient ma maison. Qu'il lise la *Gazette* et d'autres journaux. Ils ont fait des recherches dans les Archives nationales au sujet de ma maison de Montréal.

**M. Clark (Yellowhead):** Aux frais de qui?

**M. Trudeau:** Aux frais de qui? A leurs frais, bien entendu. C'est ce qui s'est passé pour la maison du chef de l'opposition. D'après mes renseignements, l'un des employés de mon cabinet a lu dans la *Gazette* journal de Montréal, que le chef de l'opposition avait acheté sa maison pour \$1 et qu'il l'avait revendue le même prix.

**Une voix:** A qui?

**M. Trudeau:** Je ne sais pas.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Trudeau:** Il s'agissait d'un article de la *Gazette* de Montréal.

**Une voix:** Nous voulons savoir comment l'affaire s'est faite.